

**POLITIQUE & SOCIÉTÉ**

Une école pour permettre aux classes populaires de s'engager

GAUCHE Le député socialiste Philippe Brun a lancé son École de l'engagement, censée former des ouvriers et des employés – aujourd'hui sous-représentés – pour leur permettre de s'investir en politique. La deuxième promotion commence bientôt son cursus.

Pour une Rachel Keke, femme de chambre, ou une Caroline Fiat, aide-soignante, combien de médecins, d'avocats ou de chefs d'entreprise ? Lorsqu'on se penche sur la composition sociologique de l'Assemblée nationale, une donnée frappe d'emblée : plus de 60 % des députés sont des cadres, alors qu'à peine 18 % de la population française entrent dans cette catégorie socioprofessionnelle. Une surreprésentation qui, en février 2021, a poussé Philippe Brun, alors magistrat et pas encore député socialiste de l'Eure, à lancer l'École de l'engagement, une structure associative d'éducation populaire dont la deuxième promotion de 26 élèves entre 19 et 72 ans commence tout juste sa formation. « L'Assemblée ne représente pas le pays alors qu'elle devrait être la représentation de la diversité qui la compose. Cela met en péril notre démocratie », regrette le parlementaire PS, qui s'est inspiré d'un modèle états-unien – Brand New Congress –, où a été formée l'icône de la gauche Alexandria Ocasio-Cortez, auparavant serveuse dans le Bronx.

Ils s'appellent Monija, Noha, François, Marie-Pierre ou encore Mamadou. Ils sont employé de banque, salarié chez Leroy Merlin, boulanger, chaudronnier ou paysan... Tous ont décidé de s'investir dans la vie de la cité. Philippe Brun les a fait venir au Palais Bourbon, le temps d'une conférence de presse, afin qu'ils exposent ce qui les a conduits à prendre des cours du soir avec l'École de l'engagement, après le boulot.

« Je suis frustrée et mécontente du climat politique : 215 femmes et 32 élus issus de la diversité sur 577 députés, c'est une régression. Alors, j'ai décidé d'être

actrice et plus spectatrice », lance Diarra Camara, conseillère bancaire et encartée chez EELV depuis trois ans. Et Mamadou Traoré, engagé dans le milieu associatif à Villeneuve-Saint-Georges, de poursuivre : « Il faut casser les barrières mentales quand on est issu de quartiers défavorisés. L'école permet cette déconstruction et maintenant, je ne me fixe plus de limites. » « Je me suis engagée en 2007 au PS et je ne trouvais pas ce que j'y recherchais : on ne nous apprend pas à nous investir pour la communauté », critique Marie-Pierre Noël, première candidate malheureuse aux législatives à être sortie de l'école.

« C'est un vrai aveu d'échec pour les partis politiques, tacle Philippe Brun. Avec le déclin relatif du PCF, on a assisté à un déclin de la représentation des classes populaires. Dans les années 1970, il y avait 50 députés ouvriers, tous étaient communistes. Les autres partis n'ont pas pris le relais. » Le socialiste veut donc organiser « le grand remplacement des énarques », dont il est, car « c'est le meilleur rempart contre l'accession au pouvoir de Marine Le Pen ». Il s'agit d'une école « apolitique » mais « pas apolitique » : « Nous n'avons pas vocation à former les futurs députés macronistes », raille Philippe Brun, qui la conçoit comme un outil au service de la Nupes. L'école est soutenue par l'ancien ministre Arnaud Montebourg, le maire de Grenoble Éric Piolle, la sénatrice PS Laurence Rossignol ou encore le sociologue Marcel Gauchet, qui y donne un cours. Elle entend aussi promouvoir la « parité populaire », sur le modèle de la parité femmes-hommes « pour que les partis réservent 40 % de leurs investitures aux ouvriers et aux employés ».

EMILIO MESLET



**« 215 femmes
et 32 élus issus
de la diversité sur
577 députés, c'est
une régression. »**

DIARRA CAMARA,
CONSEILLÈRE BANCAIRE

